

L'ABEILLE

NOUVELLE-ORLEANS

Samedi, 20 Octobre 1827.

La vérité dite à Propos.

Extrait du Pennsylvania Democrat.

Dans l'hiver de 1793 et 1794, M. Adams agit de concert avec Washington et Jefferson son opposition à l'impulsion d'un nombre qui pressaient que tous devaient prendre part à la guerre d'Europe en faveur de la France. Ses conseils sur la neutralité, pour soutenir l'Administration, furent admirés par tous les Etats-Unis. Ces écrits méritèrent l'attention de Washington en 1794, sur la recommandation de Jefferson nomma M. Adams ministre résident dans les Pays-Bas. Là sa conduite mérita l'entière confiance du père de la patrie; et nous voyons qu'un des derniers actes de l'Administration de George Washington, fut la nomination de Mr. Adams comme ministre plénipotentiaire en Portugal.

Sous la présidence de J. Adams, son père, sa destination fut changée pour Berlin. Ce changement n'eut lieu qu'après que Washington eut été convaincu, il était sûr de nos affaires, et dans une position de confiance des préjugés qui assombrèrent l'homme en place.

La lettre suivante du général Washington, en réponse à la demande du président J. Adams, sera pour jamais un témoignage honorable pour le caractère de J. Q. Adams.

Le 20, 30 Fév. 1797.

Mon cher Monsieur,

Je vous remercie de votre communication. Les sentiments qui y sont contenus honorent le tête et au cœur de l'Américain; et si tous vus souhaits pouvaient être réalisés, ils vous les adresserais pour vous engager à ne pas suspendre la promotion si bien méritée de J. Q. Adams, comme il est votre fils, car sans avoir intention de vous flatter, non plus que sa mère, ni de censurer personne; je déclare comme étant décidément mon opinion que Mr. J. Q. Adams est l'officier public le plus méritant que nous ayons à l'étranger, et je n'ai aucun doute qu'il ne s'acquiesce avec le temps, qu'il est le plus capable de tous nos diplomates. S'il était question de l'appeler aujourd'hui à poursuivre cette carrière, ou toute autre carrière publique, je ne pourrais pas, d'après les principes qui ont toujours réglé ma conduite, désapprouver la retenue qui a dicté votre lettre. Mais il est déjà en l'honneur du public, tous les jours appréciés par son talent et son mérite et son pays ferait un grand profit, si l'élan n'était arrêté par une fausse délicatesse de votre part.

G. WASHINGTON.

C'est ainsi que le père de la patrie, dont l'âge, l'expérience, et la connaissance des hommes, étaient tels que son jugement ne pouvait être contesté, parlait de J. Adams.

Comme ministre à Pétersbourg, Mr. Adams continua ses fonctions en Europe pendant tout le temps que dura la contestation de Mr. Jefferson en 1801. Lorsqu'il revint après cela, dans son pays, il y recueillit tous les fruits qu'on peut attendre d'un esprit éclairé pendant une longue absence. Il se montra étranger à tout ce qui se passait de parti et de son pays; c'est ce qui nous l'avons vu, dans le Sénat de l'Etat de New-York, faire preuve de la plus grande indépendance; soutenant les ministres de Mr. Jefferson, lorsqu'il les croyait justes; et s'y opposant lorsque, d'après son opinion, elles ne lui paraissaient pas telles.

C'est à ce que, par cette manière indépendante d'agir, il eut encouru la désapprobation de la législature du Massachusetts; en Mai 1808, à une petite majorité des fédéralistes, lui nomma un successeur, et cela, parce qu'il avait blâmé des résolutions en forme d'instruction, qu'on lui avait adressées. Ces instructions étant contraires à sa façon de voir, M. Adams refusa. Il agit de concert avec M. Jefferson, dont il eut la confiance; et ensuite, par la nomination de M. Madison, et il fut nommé, comme tous après l'élection de ce dernier à la présidence, ministre plénipotentiaire à la cour de Russie; il y résida jusqu'au moment où il fut appelé à coopérer au traité de Gand. Lorsque M. Monroe fut élu président, en 1817, il nomma M. Adams secrétaire d'état. Mais ce ne fut qu'après avoir fait connaître d'avance son intention au général Jackson. "Je nommerai, dit-il, dans sa lettre adressée à ce dernier, en date du 1er. Mars 1817, à la secrétairerie d'état, une personne de l'Etat de Adams, par ses longs services dans la diplomatie, et droit à la présidence; et qu'elle est justifiée par des talents remarquables et par une grande intégrité." Et

En réponse, le général Jackson lui écrivit, en date du 18 Mars: "Je n'hésite pas à dire que vous avez fait le meilleur choix possible." M. Adams, dans les moments difficiles, sera un habile soutien; et je suis convaincu que sa nomination causera une satisfaction générale."

Cet homme dont l'histoire est identifiée avec celle de son pays; qui a blanchi dans le service public, et qui a eu un grand témoignage réuni de Washington, Madison et Monroe, et, en outre, de l'administration de l'Etat-Unis; place qu'il a obtenue par les suffrages des représentants immédiats du peuple; sans avoir jamais commis une seule erreur. Qui donc ne peut pas partager ce sentiment. "Qu'il soit jugé par ses actions!"

Nouvelles politiques.

New-York, 3 Octobre.

Plusieurs nouvelles d'Angleterre.

Par le navire Canada, capt. Rogers, nous avons reçu nos feuilles de journaux de Liverpool jusqu'au 1er. Septembre, et de Londres jusqu'au 31 Août.

Lord Wellington a nommé lord Fitzroy Somerset, son secrétaire militaire, et a choisi pour ses aides-de-camp, le col. sir Henry F. Cooke, le lieutenant-colonel G. Anson, le lieutenant-colonel F. Russell, et le lieutenant-colonel John Freeman.

Les papiers de Hambourg annoncent la faillite de la princesse Lobonowitch Rostowisky, qui s'élève à sept millions de roubles. On dit que le gouvernement se trouve compris dans cette faillite.

Le Morning Chronicle de Londres, du 31 Août, dit: "Nous sommes encore dans l'impossibilité d'annoncer quelque chose de positif sur ce qui concerne l'arrangement ministériel. Le Courier du 30, dit: Mrs. Sturges Bourne et Horries ont eu une longue conférence avec le vicomte Coderich, ce matin.

Le Times affirme que M. Herries a été choisi par le roi pour remplir les fonctions de chancelier de l'échiquier.

A la célébration du jour de la naissance du duc de Clarence, à Liverpool, on a bu à la santé du président des Etats-Unis.

On a reçu à Portsmouth l'ordre d'équiper pour le service étranger, le plus tôt possible, le reste des bâtiments légers qui composent l'escadre expérimentale.

Des lettres de St. Pétersbourg disent qu'il règne la plus grande activité dans le département de la guerre et celui des affaires étrangères, dans cette capitale, et ajoutent qu'une nouvelle déclaration au sujet des négociations à Constantinople était sur le point d'être adressée par la Russie aux autres grandes puissances européennes. L'empereur a, dit-on, témoigné beaucoup de mécontentement des délais et des tergiversations de la Porte, et il est fermement décidé à mettre fin à l'effusion de sang dans le Péloponèse.

Les nouvelles de la Catalogne sont très alarmantes. Le nombre des rebelles sous les armes est imposant et bien organisé; le gouvernement a cessé de s'opposer à eux, parce qu'on ne pouvait plus compter sur les volontaires royaux.

Le New-Times de Londres contient une longue lettre de M. Barry O'Meara, médecin de Naples à St. Hélène, adressée au public. Il y commente les récits de sir Walter Scott, dans son ouvrage sur le duc de Naples, au sujet de la maladie dont on a traité l'empereur pendant son séjour à St. Hélène. Il propose des faits intéressants au sujet de Walter Scott, et mis par de lui, pour ne pas dire plus, à rassembler ses matériaux.

Londres, 20 Août.

Nous avons reçu hier au soir par un express les journaux français jusqu'au 29. Ils disent sous la date de Coriou 9 Août, que les Grecs ont remporté une victoire décisive sur les Egyptiens dans le Péloponèse dans le voisinage de Voulitza, et qu'ils avaient forcé Ibrahim à se retirer après avoir tenté trois fois en vain de se frayer un passage pour sortir de la Péninsule. Une lettre de Zante du 2 Août annonce aussi que Lord Cochrane a remporté de nouveaux avantages sur mer. Après avoir allarmé toute la ville d'Alexandrie et le Pacha d'Egypte par son apparition devant cette place, Sa Seigneurie est retournée à Patros où l'on croyait qu'il désternerait ses bâtiments, suivant l'usage des marins grecs. Toutefois il est resté sur ses gardes; et ayant vu qu'une frégate de 36 canons et une golette passaient devant Pile pour se rendre à Patras, il a tout d'un coup couru sur elle, et après un court engagement, il les a forcés à se rendre, et les a amenés en triomphe dans le port. Les nouvelles de Constantinople vont jusqu'au 3 Août; à cette époque, quoique le traité conclu par l'Angleterre, la France et la Russie fut une chose crainte de tout le monde; l'ultima-

tum de ces puissances n'avait pas encore été transmis à la Porte, qui, en conséquence n'avait pu qu'un mois pour se décider à accepter ou à refuser l'arrangement pour en adopter une plus en harmonie avec les vues des monarches européens et avec les véritables intérêts de l'empire Ottoman.

Des nouvelles de Lisbonne et d'Espagne assurent qu'avant deux mois les troupes anglaises devaient être retirées de la Péninsule; mais on ne parle pas d'un mouvement semblable de la part des troupes françaises en Espagne, et sans qu'il soit possible de penser que les Ministres de Sa Majesté consentent à l'évacuation du Portugal, au moins jusqu'à ce que D. Pedro soit arrivé en Europe, ou jusqu'à ce que Dn. Miguel se soit engagé à maintenir la charte actuelle dans son intégrité. Si ce prince voulait prendre un pareil engagement, et par un système franc et impartial de justice et de politique, concentrer en lui toutes les espérances, les désirs et les sentiments de la nation, alors tous les dangers qui ont longtemps menacé l'Europe s'évanouiraient, il n'y a pas de doute qu'on expédierait aussitôt pour Lisbonne l'ordre de faire évacuer le royaume par nos troupes.

La nouvelle de la mort de Mr. Canning est arrivée le 16 Août à St. Ildefonso, résidence du roi d'Espagne. Cet événement a inspiré une nouvelle confiance aux opposants qui n'ont eu aucune difficulté à obtenir du roi le décret qui destitua M. Escacho et d'autres personnes du parti modéré.

Londres, 31 Août.

Nous venons d'apprendre que Don Miguel (frère de l'empereur du Brésil) a été appelé à la régence de Portugal. Nos lecteurs peuvent être assurés de cette nouvelle; nous la tenons d'une source authentique. On affirme que Don Miguel a prêté le serment de maintenir le système constitutionnel.

Le marquis de Palmella et le comte de Villa Real, tous deux ministres Portugais, ont eu une entrevue avec le vicomte Dudley, hier, au bureau des affaires étrangères; sans doute, il a été question de l'importante nouvelle reçue à l'égard de Don Miguel.

Personne parmi les gens bien informés à Rio, ne doute de la détermination de l'empereur du Brésil, de maintenir la constitution. Il agit, sans doute, dans la persuasion où il est, de la bonne foi de son frère, et dans l'espoir que les grandes puissances de l'Europe soutiendront le système constitutionnel.

Un personnage officiel, Portugais, de distinction, qui est en ce moment en Angleterre, doit se rendre à Vienne, pour porter à don Miguel, sa nomination.

Une lettre particulière de Marseille dit que les différentes escadres européennes doivent s'assembler à Milo, dans l'Archipel le 5 ou le 6 Sept.

Gazette du bâtiment de Lord Cochrane, le 20 Août, commandé par A. Chrysal, est parti le 8 Août de Marseille pour Napoli de Romania.

Naples, 10 Août.

Une escadre anglaise composée de troupes à bord est arrivée dans le Méditerranée, pour relever la garnison de Corfou.

ESPAGNE.—Le London New Times du 23 Août dit:

Nous avons reçu hier au soir, par un express des papiers français jusqu'au 21 du courant. Ils contiennent des nouvelles de Madrid qui confirment ce que nous avons déjà dit sur la malheureuse position de ce pays. De nombreuses arrestations avaient eu lieu dans la capitale, en raison d'une conspiration qui avait été découverte par le ministre de la police, Récacho. L'objet était de créer, dans la Galice et dans l'Asturies les mêmes mouvements insurrectionnels qui avaient lieu en Catalogne. De grandes sommes d'argent destinées à l'entretien des troupes avaient aussi été saisies, et l'on dit positivement qu'une grande partie de cet argent était frappé à un coin étranger. On disait aussi, dans les papiers espagnols, que l'essai tenté par les Carlistes avait été secrètement encouragé par la France, afin d'avoir un prétexte pour continuer l'occupation militaire des principaux points du pays.

Si cette saisie est vraie ce sera un motif suffisant pour que la Cour de Madrid demande une explication à celle de France. Les affaires de la Catalogne prennent chaque jour une tournure plus sérieuse. Un rapport officiel avait été reçu à Madrid le 6 d'Août du marquis de Campo Sagrado, qui commande dans cette province, annonçant qu'il avait remporté une grande victoire sur la bande des Carlistes, et annon-

çant qu'il en remporterait bientôt une seconde. Cette prophétie dépendant, ne s'est pas réalisée; car les Royalistes aliciens ont battu l'ennemi qu'ils poursuivaient, avaient été attaqués eux-mêmes et repoussés jusqu'à Barcelonne. On disait que des ordres avaient été donnés au général Sarabold de détacher 10 bataillons d'infanterie de son armée d'observation, et de les envoyer en Catalogne. Mais d'autres rapports disent qu'au lieu d'affaiblir cette armée, de grandes mesures étaient constamment prises, pour l'augmenter; et que les ordres envoyés aux commandans étaient de se rapprocher encore d'avantage de la frontière du Portugal.

Le gouvernement est dans la plus grande perplexité par défaut d'argent. Il ne peut en obtenir d'aucun côté, et il n'en obtiendra pas, suivant toute probabilité, avant qu'un changement total n'ait eu lieu.

Commercial.

Marché de Liverpool, 1er. Sept.

Coron.—L'importation est limitée, elle ne se monte qu'à 2017 balles. La demande a été même très languissante; les ventes ont été de 10000 balles à une réduction d'1/2 sur les beaux Sea-Islands, et tout au plus aux autres de la semaine dernière pour les autres qualités 1600 Sea-Islands de 10 1/2 à 16; 190 taches de 5 1/2 à 10 1/2; 4300 Boweds de 5 1/2 à 7; 1000 Orléans de 5 1/2 à 8 1/2; 1640 Alab. de 5 1/2 à 6 1/2.

Une circulaire de Liverpool donne sur le coton les renseignements suivants:

Le total des ventes du mois se monte à 49000 balles dont 7500 américain, et 1000 Egyptien ont été pris en spéculation; et 500 Brésil ont été envoyés aux importateurs de l'intérieur sans être vendus.

Council de Ville.

Suite de la séance du 13 Octobre.

M. Canonge.—Je desire qu'il soit pris des mesures pour prévenir les incendies, mais je ne vois pas de moyens dans le rapport; et les raisons qu'on y donne ne me paraissent pas convaincantes. Laissons la partie argumentative; venons en à la somme de 1200 piastres qui doit être affectée à l'achat d'une pompe. La pompe coûtait \$1000, les dépenses 200, et nous aurons tout simplement une pompe de plus. Mais, suffira-t-elle cette pompe? S'il s'agissait d'une grande mesure, et que les finances de la ville permissent que l'on donnât à cet objet l'attention qu'il mérite; alors je crois qu'il y a un endroit où les pompes sont tout aussi bonnes, et à meilleur marché qu'à Philadelphie; et cet endroit c'est la France. Or, si nous voulions dépenser une somme plus considérable, nous aurions là des pompes convenables.

On veut, dans la seconde partie de la résolution, vous faire créer un département de feu! On veut entourer notre maire de toutes les dignités, et le faire commandant de ce département! En éteindrions-nous mieux les incendies? Quant à moi je ne conçois rien à une pareille création! mais ce à quoi je m'opposerais, c'est à l'exemption si libéralement proposée par M. Palfrey. Il ignore sans doute combien peu il y a d'hommes propres au jury. Nous sommes 1300 rotans; 1100 hommes propres aux fonctions de jurés; mais il en faut déduire les juges, les avocats, les instituteurs, les ministres, les employés des Etats-Unis, et ceux occupés aux chambres ou aux tribunaux à certains titres. Ensuite, combien avons-nous de cours, de tribunaux de justice, et quel droit à la convocation du jury? Il y en aurait pour les jurés seraient déserts, et les tribunaux appelés à en faire partie n'y travailleraient jamais pour avoir répondu quelques états d'âme; et pour une injustice que je préfère dédaigner. Les fonctions les plus respectables de citoyens celles où il y a une magistrature importante lui seraient ôtées comme un fardeau, et on le soustrairait à ses fonctions obligatoires pour parvenir à faire créer quelques emplois de commandans, de capitaines, de départemens du feu! Non, messieurs, il n'en sera pas ainsi; nous laisserons, comme nous l'avons fait jusqu'ici, le soin de nos concitoyens, le mérite d'accourir aux incendies, et le soin de les éteindre. C'est un acte de patriotisme et d'humanité que nous devons espérer qui s'accomplira toujours. Que tous les citoyens se portent au feu, mais n'offrez point d'appui particulier à ce qui ne doit être que le résultat d'un état civique. Les moyens actuels sont insuffisants, en convenons; mais ils sont tels que nous les avons vus depuis longtemps; et 2200 n'y apporteront aucune amélioration notable; ce sera 2100 de jeter à la rivière, et j'ignore ce que le département du feu pourra nous produire d'avantages dans aucune hypothèse. Les mesures proposées sont inutiles, elles n'atteignent pas le but, elles nous replaceraient dans la même position; en conséquence je demande le rejet de la résolution.